

Ouest, devenue aujourd'hui la Gendarmerie royale du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Bigg: Vous pouvez vous égayer, mais laissez-moi poser une question à ceux qui crient bravo. Pouvez-vous me promettre que la Gendarmerie royale du Canada conservera son statut actuel jusqu'en 1973? Ou bien cette gendarmerie fera-t-elle partie d'une force policière qui n'en est pas une, ayant à sa tête un commissaire qui n'en est pas un, dans le cadre d'un plan privatif de liberté? Non seulement j'ai été policier et soldat, mais j'ai étudié le droit. Si le solliciteur général du Canada ignore la loi, je peux la lui rappeler. Tout citoyen est assujéti aux lois que nous faisons et que seuls nous pouvons modifier.

J'espère ne jamais plus entendre parler de raccourcis. Quiconque parle de raccourcis au sujet de la loi du Canada parle de raccourci vers la prison, et lorsqu'on fait fi de la loi du pays, comme c'est le cas, on renie le serment prêté en tant que membre du cabinet. Je ne sais trop comment dire cela, mais si l'on songe au sacrifice consenti par nos fils il y a une trentaine d'années, je suis porté à me demander combien de ministres ont descendu des avions allemands? Songeons à ce que ces soldats ont réalisé, par rapport à ceux qui voudraient légaliser l'avortement ou permettre l'usage universel de la marijuana?

• (1.10 a.m.)

Nous avons parcouru un long chemin depuis 30 ans. Nos héros ont de nouveaux visages, mais ils ne m'inspirent pas pour autant le désir de la soumission ou de la vénération. Si mon chef de ce côté-ci de la Chambre tentait d'imposer aux Canadiens ce qu'on cherche à imposer ouvertement et impudemment par la mesure à l'étude, je le blâmerais. Non seulement je n'hésite pas à dire ce que je pense à ce sujet, mais j'aurais honte d'agir autrement. Dites cela aux autres députés.

M. Woolliams: Il n'y en pas beaucoup ici ce soir.

M. Bigg: Le plan est tombé à plat, et ceux qui se retirent derrière les portes closes se cherchent un prétexte du côté des élections. Ils n'ont pas assez de 150 sièges; il leur faut trouver un prétexte pour se présenter devant la population et de lui demander un nouveau mandat. Pourquoi agir ainsi alors qu'ils ne pouvaient pas faire moins qu'ils n'ont fait depuis trois ans?

M. Woolliams: Ils n'avaient rien promis et ils ont tenu parole.

M. Bigg: Oui, ils n'ont rien promis et ils ont certainement tenu parole. Ils essaient maintenant de précipiter le pays dans des élections prématurées. Il leur reste encore deux ans et ils sont majoritaires. S'ils sont intelligents et rusés et s'ils croient avoir réponse à tout, qu'ils nous en donnent la preuve.

L'hon. M. Lang: Voulez-vous que nous restions ici cinq ans?

M. Bigg: Je ne veux pas que vous y restiez une journée de plus. Le temps des libéraux est un bon temps—pour les libéraux.

Des voix: Bravo!

[M. Bigg.]

M. Bigg: On apprend avec le temps, monsieur l'Orateur. Ces députés ont applaudi trop vite. Les producteurs de blé de l'Ouest du Canada ne croient pas que le temps des libéraux soit un bon temps. Le revenu net moyen d'un cultivateur des Prairies il y a trois ans était de \$4,800 par année en chiffres arrondis. En 1969-1970, il était de \$1,200. Et cela ne tient pas compte du pouvoir d'achat moindre du dollar.

L'année dernière, on nous a dit que l'inflation avait été battue. Elle l'a peut-être été pour les libéraux, mais pour personne d'autre au pays. Peut-être que l'augmentation de 7 p. 100 est satisfaisante pour certaines gens, mais pas pour moi. Je veux savoir quand le bon temps va venir et quand la démocratie active voudra vraiment dire quelque chose. Quand le cabinet libéral consulera-t-il les députés d'arrière-ban de son parti? Comment ce ministre arrogant ose-t-il prédire que le bill C-244 sera adopté? Il doit avoir retrouvé la boule de cristal de M. Pickersgill. Permettez-moi de vous dire que le bill C-244 ne sera pas adopté ici sans amendement, pas plus que l'ancien bill C-197, maintenant repris sous le titre de bill C-176.

Les ministres de la Couronne se vantent maintenant de ce bill amendé et de la grande aide qu'il apportera. Même amendé, il n'est guère acceptable, mais ils s'en vantent déjà.

Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) m'a dit en Chambre: «Ayez confiance en nous, adoptez le bill et tout ira bien.» Comment pouvons-nous avoir confiance en ce cabinet quand un ministre de la Couronne nous dit que, bien que le bill renferme certaines dispositions, si le gouvernement veut agir autrement, il y a toujours certains raccourcis? N'est-ce pas ce qu'a dit le ministre? Les bleus ont-ils été corrigés? Cela doit figurer au compte rendu, sinon je me lèverai demain au cours de la période des questions orales pour demander pourquoi le ministre l'a fait enlever. Il l'a dit et nous l'avons tous entendu. Il vaudrait mieux que cela s'y trouve. A mon sens, ce serait un déni de justice que de lui permettre de démissionner. On devrait le révoquer. C'est un Oxonien et il connaît bien son histoire. Il n'aurait pas osé le faire à l'époque des Burke et des Pitt et j'aimerais à penser que, lorsqu'ils retraceront les événements de notre époque, les historiens pourront noter qu'il n'a pas osé le faire à l'époque des Woolliams et des Mazankowski. Ceci pourrait bien figurer dans les futurs livres d'histoire comme un moment historique important. J'aimerais à penser que nous sortirions vainqueurs de ce débat et que les députés d'en face auront assez de cran pour venir vers nous et joindre nos rangs, car si les normes qui ont été évoquées ce soir à la Chambre sont celles du parti libéral, il ne devrait pas y avoir d'élections. Ces gens devraient avoir honte d'être des députés. Si j'exagère, vous en entendrez parler et je présume que j'en entendrai parler, mais je vous dirai une chose à propos de la population de Pembina. Elle aime la vérité pure et simple et elle l'aura de moi.

C'est une grosse partie que nous jouons ici ce soir, c'est une partie importante. J'ai consacré toute ma vie à m'y préparer, et l'enjeu est élevé. L'enjeu est l'avenir de la démocratie et de la liberté au Canada, car si nous fermons les yeux aujourd'hui, qu'arrivera-t-il demain, une autre entorse à la loi de l'impôt, une autre petite entorse pour émasculer la Gendarmerie royale et créer un non-